



12^e Session de la Conférence des Parties à la Convention sur les zones humides (Ramsar, Iran, 1971)

Punta del Este, Uruguay, 1^{er} au 9 juin 2015

Ramsar COP12 DOC.8

Rapport du Secrétaire général à la COP12 sur la mise en œuvre de la Convention

Contexte

1. Il s'agit du rapport du cinquième Secrétaire général de la Convention sur les zones humides, qui couvre l'application de la Convention depuis la clôture de la 11^e Session de la Conférence des Parties contractantes (COP11) le 13 juillet 2012, jusqu'au 1^{er} mars 2015. Des rapports distincts ont été rédigés par les équipes régionales, l'équipe de communication et, sur les finances, par le Responsable des finances du Secrétariat Ramsar.
2. Quatre autres rapports à la présente session de la Conférence des Parties apportent une perspective complémentaire sur les progrès d'application de la Convention :
 - Rapport de la Présidente du Comité permanent
 - Rapport du Président du Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST)
 - Rapport sur les Initiatives régionales
 - Rapport du Secrétaire général au titre de l'article 8.2 concernant la Liste des zones humides d'importance internationale.
3. Le Secrétaire général actuel a pris la succession du quatrième Secrétaire général, Anada Tiéga, en août 2013, et n'a pu que se contenter de faire des progrès, en s'appuyant sur le travail considérable déjà accompli dans la période triennale par les Parties et le Secrétariat, les Organisations internationales partenaires (OIP) et d'autres partenaires. Des travaux considérables ont été faits depuis pour soutenir la préparation et l'élaboration d'un nouveau plan stratégique pour approbation éventuelle par la COP12 et soutenir la préparation de tous les autres documents que vous aurez à examiner. Les préparatifs des réunions du Comité permanent et de la COP12 ont été menés à bien et, pour la première fois, tous les documents ont été traduits en français et en espagnol pour la 48^e Réunion du Comité permanent et mis à disposition en temps voulu.
4. Si l'on en juge par la mise en œuvre du 3^e Plan stratégique de la Convention 2009-2015 (ci-après dénommé PS3), la principale conclusion est qu'au niveau mondial, l'application du dernier Plan stratégique peut être considérée, au mieux, comme un travail en progrès. De toute évidence, un grand nombre de tâches centrales de la Convention, telles que l'identification de Sites Ramsar potentiels, les inventaires des zones humides, la préparation de plans de gestion, le suivi de l'état des Sites Ramsar, les rapports sur les changements dans les caractéristiques écologiques et les rapports au titre de la Convention ont encore besoin d'une attention et d'une action régulières.
5. Autre conclusion : l'on peut constater le sentiment d'urgence qui anime de plus en plus les Parties contractantes toujours plus conscientes de la dégradation et de la perte accélérées des

zones humides ainsi que du risque grandissant de voir la pénurie d'eau ébranler l'économie et la stabilité du monde entier. Les Parties savent que réagir à ces menaces implique d'agir sans délai pour inverser la perte et la dégradation des zones humides et de renforcer leur engagement à lutter contre les moteurs de la perte et de la dégradation afin de les prévenir, les faire cesser et inverser la tendance. Une partie de la solution consistera à inscrire les multiples services et avantages des valeurs des zones humides dans les investissements publics et privés et les décisions sur l'avenir de nos zones humides.

6. Les stratégies du 3e Plan stratégique sont indiquées ci-dessous pour faciliter la comparaison et la référence éventuelle dans le texte :

STRATÉGIE 1.1 Inventaire et évaluation des zones humides

STRATÉGIE 1.2 Système mondial d'information sur les zones humides

STRATÉGIE 1.3 Politique, législation et institutions

STRATÉGIE 1.4 Reconnaissance intersectorielle des services fournis par les zones humides

STRATÉGIE 1.5 Reconnaissance du rôle de la Convention

STRATÉGIE 1.6 Gestion scientifique des zones humides

STRATÉGIE 1.7 Gestion intégrée des ressources en eau

STRATÉGIE 1.8 La restauration des zones humides

STRATÉGIE 1.9 Espèces exotiques envahissantes

STRATÉGIE 1.10 Secteur privé

STRATÉGIE 2.1 Inscription de sites Ramsar

STRATÉGIE 2.2 Information sur les Sites Ramsar

STRATÉGIE 2.3 Plans de gestion – nouveaux Sites Ramsar

STRATÉGIE 2.4 Caractéristiques écologiques des Sites Ramsar

STRATÉGIE 2.5 Efficacité de la gestion des Sites Ramsar

STRATÉGIE 3.1 Synergies et partenariats avec les AME et les OIG

STRATÉGIE 3.2 Initiatives régionales

STRATÉGIE 3.3 Assistance internationale

STRATÉGIE 3.4 Échange de l'information et de l'expertise

STRATÉGIE 3.5 Zones humides, bassins hydrographiques et espèces migratrices partagés

STRATÉGIE 4.1 CESP

STRATÉGIE 4.2 Capacité de financement de la Convention

STRATÉGIE 4.3 Efficacité des organes de la Convention

STRATÉGIE 4.4 Collaborer avec les OIP, entre autres

STRATÉGIE 5.1 L'adhésion

7. Cette vue d'ensemble personnelle s'appuie sur l'analyse de l'état des zones humides aujourd'hui et sur la mise en œuvre de la Convention aux niveaux national et régional en tenant compte des rapports nationaux à la COP12 et de toute autre information mentionnée plus haut, tout en faisant référence au PS3. Les progrès seront examinés en référence aux stratégies du PS3 et selon les quatre thèmes suivants :

I. Mesure de l'état et des valeurs des zones humides

II. Communication et information

III. Aider les pays par le renforcement des capacités

IV. Partenariats avec d'autres organisations pour atteindre les objectifs

8. D'ici à 2050, notre planète devrait compter 9 milliards d'habitants et, chaque année, des personnes de plus en plus nombreuses se mettront en quête des mêmes avantages et services matériels que les plus fortunés, sur une planète dont les ressources sont limitées. Il est probable que les pressions sur les zones humides s'accroîtront au fur et à mesure de l'expansion démographique et de l'augmentation des attentes.
9. Le taux de perte en zones humides s'est poursuivi au rythme d'environ 1% l'an, ce qui est à comparer avec le taux annuel de perte des forêts de 0,25% aujourd'hui et même de 0,33% seulement dans les années 1980. Toutefois, aucune mesure n'a été prise au plan mondial pour faire cesser la perte des zones humides malgré le fait bien réel qu'elles fournissent notre eau ainsi que les multiples services dont nous ne pouvons nous passer. L'heure est venue de nous attaquer à ce problème et de nous préoccuper des zones humides comme nous l'avons déjà fait pour les forêts, afin de réduire le rythme de perte.
10. Ce qui est clair, c'est que les impacts de la réduction de l'approvisionnement et de la disponibilité de l'eau toucheront les économies et la sécurité de la plupart des gens du point de vue de la sécurité alimentaire, de la sécurité de l'eau et de la sécurité de la société. C'est la raison pour laquelle les crises de l'eau sont considérées comme les pires de tous « les risques mondiaux en termes d'impact » (rapport 2015 sur les risques mondiaux du Forum économique mondial). L'importance que l'on attache à l'eau ne cesse de grandir et ne peut que perdurer dans les scénarios actuels et, si nous voulons parvenir à une utilisation rationnelle de toutes les zones humides à l'avenir, les mesures prises aujourd'hui doivent être renforcées.
11. En dépit du travail réalisé par les Parties à travers le PS3, par les partenaires et par les particuliers dans le cadre du plan de CESP [STRATÉGIE 4.1 CESP], la connaissance des avantages des zones humides n'a pas progressé dans l'esprit du public. Les zones humides restent considérées comme des espaces en friche. Or, en réalité, les zones humides sont la source du développement durable et jouent un rôle vital pour la nature et l'humanité en fournissant toute l'eau que nous consommons et utilisons pour faire la cuisine et laver, pour l'agriculture, l'alimentation, la protection contre les tempêtes et la résistance aux inondations, et en apportant d'autres services sous forme de puits de carbone, voies de transport, loisirs et inspiration spirituelle et culturelle. Les zones humides ont des valeurs matérielles et immatérielles importantes. Elles sont le berceau de toutes les civilisations et de notre monde naturel.
12. Les études citées plus haut montrent que la perte et la dégradation des zones humides se sont poursuivies au rythme annuel de 1% depuis au moins 44 ans, c'est-à-dire depuis que la Convention a été signée. Les zones humides continuent d'être dégradées et de disparaître au même rythme, compte tenu de nos demandes croissantes sur la terre et sur l'eau pour l'agriculture, le développement économique, l'urbanisation et autres utilisations domestiques et industrielles et la situation est encore exacerbée par les changements climatiques. Les pressions exercées sur les zones humides augmentent alors que les avantages qu'elles nous apportent restent mal compris. Notre rôle, en tant que Convention sur les zones humides, doit être d'évaluer nos progrès selon le PS3 et d'adopter une nouvelle vision pour ralentir, faire cesser et inverser la perte et la dégradation des zones humides et pour prévenir toute nouvelle perte et dégradation.
13. Chacun de nous doit apprendre à équilibrer développement et utilisation rationnelle et nous pouvons aider et soutenir les acteurs pour qu'ils fassent d'autres choix que la destruction d'une infrastructure naturelle et montrent l'exemple de pratiques gagnantes pour tous. Au sein de la

Convention, nous devons veiller à ce que les zones humides soient gérées de manière durable, mettre un terme à leur perte accélérée et restaurer les zones humides dégradées pour que leurs avantages et leurs services naturels soient transmis aux générations futures.

I. Mesure de l'état et des valeurs des zones humides

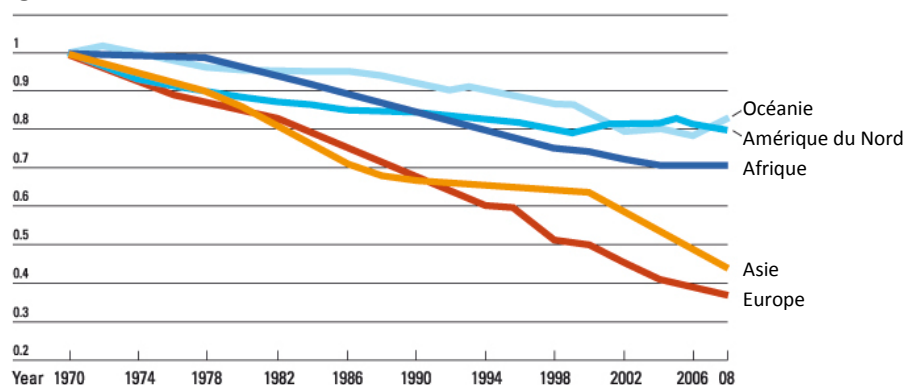
STRATÉGIE 1.1 Inventaire et évaluation des zones humides

STRATÉGIE 1.2 Système mondial d'information sur les zones humides

STRATÉGIE 2.1 Inscription de sites Ramsar

14. Les statistiques positives concernant la mise en œuvre de la Convention à travers le PS3 montrent que la superficie protégée des zones humides a augmenté depuis 44 ans pour couvrir plus de 200 millions d'hectares, soit un petit peu moins que 2% de la superficie totale émergée de la planète. On peut comparer ce chiffre à la superficie totale estimée des zones humides, soit près de 10% de la superficie émergée de la terre (environ 13 millions de km² – Finlayson, 1999). C'est une réalisation importante mais si on la mesure à l'aune de nos progrès vis-à-vis de l'objectif de la Convention pour l'utilisation rationnelle de toutes les zones humides, qu'en est-il?
15. En 2014, de nouvelles données sont venues souligner la gravité de la situation. Le premier rapport indique qu'au moins 64% de toutes les zones humides ont disparu depuis 1900 et 87% depuis 1800 (Davidson, 2014). En outre, le rapport de 2014 de l'Indice Planète vivante du WWF montre que 76% des populations d'espèces des zones humides ont disparu depuis 40 ans et que la situation est pire pour les zones humides que pour tout autre écosystème où la perte atteint 50% au maximum. Récemment, le nouvel Indice d'étendue des zones humides, élaboré avec l'aide du GEST, a montré une perte de 40% des zones humides entre 1970 et 2008 dans plus de 1000 sites étudiés.

Figure 1 : Indice d'étendue des zones humides, 2014



16. De juin 2012 à mars 2015, les indicateurs de changement de base de la Convention de Ramsar se traduisent par une empreinte plus forte de la Convention :
 - 168 Parties contractantes contre 160 en 2012;
 - 2186 Sites Ramsar contre 2006 en 2012;
 - 208,8 millions d'hectares de Sites Ramsar contre 192,8 millions d'hectares en 2012.

STRATÉGIE 5.1 L'adhésion

17. À la clôture du PS3, la Convention de Ramsar a 168 Parties contractantes et enregistre l'adhésion de huit nouveaux pays : Andorre, Bhoutan, Grenade, Kiribati, Oman, Soudan du Sud, Swaziland et Zimbabwe. C'est un progrès depuis 2012 mais nous ne sommes pas encore à l'adhésion universelle. Pour cela, il nous faut l'adhésion de quatre pays d'Afrique (Angola, Érythrée, Éthiopie et Somalie); neuf pays d'Asie (Afghanistan, Arabie saoudite, Brunéi Darussalam, Koweït, Maldives, Qatar, République populaire démocratique de Corée, Singapour et Timor-Leste); huit pays d'Océanie (États fédérés de Micronésie, Îles Cook, Îles Salomon, Nauru, Niue, Tonga, Tuvalu et Vanuatu); deux pays d'Europe (Saint-Marin et Saint-Siège); et cinq pays des Amériques (Dominique, Guyana, Haïti, Saint-Kitts-et-Nevis et Saint-Vincent-et-les Grenadines).

STRATÉGIE 2.2 Information sur les Sites Ramsar

STRATÉGIE 2.4 Caractéristiques écologiques des Sites Ramsar

18. Concernant leurs Sites Ramsar, les Parties ont aussi la responsabilité de faire rapport sur l'état de ces sites et d'indiquer s'il y a des risques pour leurs caractéristiques écologiques. Pour 57% des 2186 Sites Ramsar, c.-à-d. 1238 sites, situés sur le territoire de 150 Parties, l'information est considérablement obsolète ou absente. Selon les règles instaurées par les Parties contractantes qui exigent de mettre à jour l'information sur les Sites Ramsar tous les six ans, nous ne remplissons pas intégralement nos obligations. 725 Sites Ramsar n'ont pas été mis à jour depuis 12 ans ou plus et il y a encore 51 Sites Ramsar pour lesquels soit une Fiche descriptive Ramsar (FDR), soit une carte adéquate n'a jamais été soumise au Secrétariat depuis l'inscription.
19. Cependant, l'on sait que certaines Parties n'ont l'intention de fournir leurs mises à jour que dans le nouveau format du SISR – révision 2012. Le SISR a été lancé en août 2014 et l'on peut espérer voir, à l'avenir, une forte amélioration des statistiques. Le Secrétariat exercera aussi un suivi auprès des Parties qui n'ont pas fourni de mises à jour et travaillera avec elles pour soutenir cette tâche importante et obligatoire.
20. L'absence généralisée et continue de mises à jour régulières n'est pas conforme à la Résolution VI.13 et sape l'impact de la Convention. Il est impossible de savoir s'il y a eu un changement dans l'état d'un site si les informations le concernant n'ont pas été mises à jour selon le plan prévu, comme l'ont prescrit les Parties contractantes. L'absence d'informations devrait être examinée dans le contexte de la perte de 1% de la superficie mondiale en zones humides chaque année, et le pourcentage élevé de biens du patrimoine mondial menacés selon les Perspectives de l'UICN pour le patrimoine mondial (voir paragraphes 21 et 22 ci-dessous). Ainsi, le risque est grand que les caractéristiques écologiques de nombreux sites soient déjà menacées. Compte tenu du nombre important de Sites Ramsar sur lesquels les informations sont obsolètes et le défi mondial que cela représente pour garantir la conservation et l'utilisation rationnelle des Sites Ramsar, le Secrétariat encourage les Parties contractantes à envisager d'autres outils disponibles aujourd'hui pour mieux comprendre l'état des Sites Ramsar, comme par exemple les données sur l'état des biens du patrimoine mondial.

STRATÉGIE 2.5 Efficacité de la gestion des Sites Ramsar

STRATÉGIE 1.8 La restauration des zones humides

21. Dans le cas de la Convention du patrimoine mondial, les biens du patrimoine mondial sont examinés indépendamment par le Centre du patrimoine mondial et ses organisations consultatives – l'UICN pour les biens naturels et mixtes – qui préparent des rapports complets

sur l'état de conservation à des intervalles de six années. Les Perspectives de l'UICN pour le patrimoine mondial ont été établies en 2012 pour fournir une évaluation indépendante de l'état de conservation des 228 biens naturels du patrimoine mondial, y compris ceux qui partagent des limites avec des Sites Ramsar. Les Perspectives de l'UICN pour le patrimoine mondial ont publié une évaluation et tous les détails du processus et de la méthodologie suivie ainsi que les sites concernés sont disponibles en ligne à l'adresse : <http://www.worldheritageoutlook.iucn.org/home>.

22. Cette étude de l'UICN indique, par extrapolation, que pour 30% à 40% des Sites Ramsar concernés le risque est important et ces sites nécessitent une attention immédiate. Si les chiffres concernant tous les Sites Ramsar devaient se trouver dans la même fourchette, on pourrait s'attendre à ce qu'environ 750 Sites Ramsar connaissent un risque important de perdre leurs caractéristiques écologiques. Il est donc encourageant que les Parties souhaitent examiner les mérites de l'adoption d'un processus d'étude indépendant, semblable aux Perspectives de l'UICN pour le patrimoine mondial.
23. Toutes ces statistiques montrent l'ampleur et la gravité des problèmes auxquels font face les zones humides et nous devons examiner froidement les progrès faits par les Parties à la Convention ainsi que les moyens de réagir à un taux de perte des zones humides beaucoup plus rapide que celui qui touchait les terres boisées dans les années 1980. En réponse, et à juste titre, il est extrêmement encourageant que la vision du 4^e Plan stratégique énonce la nécessité de mettre un terme à cette perte catastrophique et continue en zones humides, de restaurer les zones humides à grande échelle et de gérer plus efficacement les zones humides pour éviter qu'elles ne soient dégradées : et cette voie est celle que nous devons tous emprunter.
24. Dans ce contexte, le Défi de Bonn visant à restaurer 150 millions d'hectares de terres dégradées d'ici à 2020 et la Déclaration de New York sur les forêts qui a l'ambition de restaurer 200 millions d'hectares de terres forestières dégradées supplémentaires d'ici à 2030 sont fondamentaux. Ces chiffres doivent inclure des engagements pour les zones humides et nous devons fixer des objectifs de restauration de celles-ci qui soient raisonnables et que les Parties puissent accepter, en se fondant sur les meilleures données disponibles.
25. Une alliance avec la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD) en vue de collaborer à la restauration des terres arides et des zones humides pourrait aussi être une étape utile et, avec l'appui des Parties, l'association de nos forces et de nos sources de financement pourrait servir d'incitation supplémentaire en faveur de la restauration des zones humides pour que celles-ci puissent fournir à nouveau leurs services écosystémiques et puissent être remises en état.
26. Toutefois, il faut reconnaître que les statistiques commencent à être difficiles à publier dès que nous voulons parler de l'étendue et de l'état des dernières zones humides parce que, 44 ans plus tard, il n'y a toujours pas de cartes ou de données fiables sur la superficie de tous les types de zones humides de surface et seules quelques-unes peuvent être considérées comme relativement complètes, par exemple pour les tourbières ou les récifs coralliens. La superficie de tous les autres types de zones humides est beaucoup moins bien connue tandis que l'étendue des aquifères et des eaux souterraines reste encore plus difficile à mesurer avec précision. La superficie totale des zones humides de surface a été évaluée à plus de 12,8 millions de km² (Finlayson, 1999), avec quelques doutes sur la qualité des données parce que les zones humides, selon la Convention, couvrent des zones tellement vastes de littoraux, de zones humides de bassins, de forêts inondées, de zones humides saisonnières, de cours d'eau, de sources, de marais, etc. D'autres études donnent des estimations plus basses, de

l'ordre de 10 millions de km² (Lehner et Doll, 2004), mais les définitions des zones humides ne couvrent pas tous les types de zones humides définis par la Convention de Ramsar, en particulier tous les littoraux, y compris les îles.

27. La mesure de l'état et des changements qui se produisent dans les zones humides est essentielle pour fonder l'action et influencer le changement. Nous n'avons toujours pas d'image claire de l'état des zones humides du monde et, pour trouver quelle superficie de zones humides a disparu, le GEST de Ramsar procède, avec de nombreux partenaires, à une évaluation de l'état mondial des zones humides. Ces travaux s'appuient sur ceux qui existent déjà, y compris le Système mondial d'observation des zones humides (GWOS) et le Service d'information sur les Sites Ramsar (SISR), et nous permettront de cartographier l'état des zones humides du monde et des services des zones humides, ce qui constitue une référence indispensable pour pouvoir fixer des objectifs porteurs d'espoir pour toutes les zones humides.
28. Une des avenues explorées est la combinaison de données de différentes sources telles que celles de la NASA, de l'Agence japonaise d'exploration spatiale (JAXA), de l'Agence spatiale européenne (ESA) et du Centre national chinois de géomatique afin d'obtenir une vue plus claire de l'état des zones humides et des types de zones humides dans le monde.
29. Nous collaborons donc avec JAXA qui utilise les données LANDSAT et ses propres données radars pour classer toutes les communautés de mangroves. Des données ont déjà été générées pour l'Asie du Sud-Est insulaire et continentale, le nord de l'Australie, le Belize et l'Amazonie, mais des cartes mondiales complètes de toutes les mangroves à différents intervalles temporels dans les 20 dernières années devraient être disponibles en 2016. Ainsi, n'importe quel pays pourra visionner les changements de sa couverture de mangroves dans le temps et déterminer ses priorités d'investissement dans la restauration ou la gestion améliorée de ces ressources pour les avantages indiscutables qu'elles apportent à l'humanité en matière de prévention des risques de catastrophe (PRC), pour les pêcheries, les moyens d'existence, la consolidation des littoraux, la biodiversité et la capture du carbone.
30. De plus, il y a de très bonnes nouvelles de l'ESA qui a cartographié toutes les zones humides de Méditerranée, en coopération avec la Convention de Ramsar, et a commencé à financer le projet Globwetlands III, une cartographie de toutes les zones humides à l'échelle de l'Afrique – qui fournira des informations précieuses à tous les planificateurs, scientifiques et praticiens et contribuera aux efforts de développement. L'ESA mettra les détails de l'étude utilisant les données LANDSAT et plus récemment SENTINEL à la disposition de tous et formera certaines Parties à l'utilisation des données. Lorsque la cartographie sera terminée, en 2018, tous les pays africains devraient, théoriquement, être en mesure d'examiner l'état dynamique de leurs zones humides et d'utiliser cela dans tous leurs travaux sur les zones humides, éventuellement à cinq jours d'intervalle, compte tenu de la capacité accrue des données satellites de SENTINEL. Toutefois, il faudra une actualisation importante de la capacité de traitement des données et renforcer les capacités humaines pour profiter pleinement de tous ces progrès.
31. En outre, avec un tel ensemble de données complet disponible pour les zones humides de l'Afrique et sa vaste gamme de types de zones humides, il sera possible d'utiliser le même logiciel et les données satellites gratuites pour cartographier le reste du monde avec un effort et un investissement supplémentaires minimaux, ce qui ouvre la possibilité de mesurer intégralement toutes les zones humides du monde et devrait nous aider à fixer des objectifs pour l'avenir et à faire des progrès visibles en matière d'augmentation de l'étendue des zones humides et d'amélioration de leurs caractéristiques écologiques.

32. Parmi les autres mesures à prendre pour enrichir nos connaissances, il y a l'amélioration de la cartographie et du classement des Sites Ramsar dans les catégories d'aires protégées ainsi que les progrès vers une gestion intégrée des sites protégés par plusieurs désignations internationales (p. ex., biens du patrimoine mondial, réserves de biosphère, géoparcs mondiaux et Sites Ramsar). Nous avons maintenant un projet avec la province de Jeju, République de Corée, pour déterminer comment travailler de la meilleure manière possible avec les sites protégés par des désignations multiples, afin d'aider les Parties à gérer leurs trésors d'importance mondiale et garantir que ces derniers reçoivent l'attention voulue et gardent leurs valeurs intactes.
33. Concernant l'évaluation des écosystèmes, nous savons que l'étude TEEB (The Economics of Ecosystems and Biodiversity) pour l'eau et les zones humides de 2013, commandée par Ramsar, a fourni des données très utiles sur la valeur des écosystèmes de zones humides et le coût de leur perte et de leur dégradation. Le PNUE mène actuellement d'autres travaux au niveau national qui apporteront davantage de données sur l'analyse des scénarios et aideront les décideurs à évaluer les effets des choix de développement sur les zones humides et à s'orienter vers une utilisation rationnelle du capital naturel.
34. Autre exemple des travaux futurs sur l'évaluation des zones humides : la tâche de promotion des zones humides en tant que « qu'infrastructure naturelle » et la collaboration avec différents partenaires pour explorer l'association structurée de l'infrastructure verte et grise et trouver des solutions durables à long terme. Il y a encore beaucoup à faire pour convertir les ingénieurs et les planificateurs aux solutions plus vertes et rentables mais il s'agit d'un instrument clé de l'intégration des zones humides dans le développement. Ce travail est particulièrement important si l'on considère le rôle des zones humides en matière de PRC. L'investissement dans les paysages futurs doit tenir compte de la valeur des zones humides, telles que les mangroves intactes, les littoraux, les récifs coralliens, qui apporteront leur résilience aux risques naturels et aux changements climatiques.
35. Le concept de paiement pour les services écosystémiques (PSE) a également fait son chemin et de nouvelles solutions se sont fait jour sur les moyens de fournir la quantité et la qualité d'eau nécessaires pour les villes et l'industrie en payant pour une gestion durable du bassin d'amont. Les « Fonds pour l'eau » d'Amérique latine soulignent la valeur de l'eau et des zones humides et proposent quelques solutions sur les moyens de maintenir des approvisionnements fiables en eau pour des populations en augmentation. De même, le succès de la gestion du bassin versant d'Evian et de l'Initiative Livelihoods montre d'autres moyens de disposer de solutions qu'il est tout à fait possible de financer et qui sont viables du point de vue commercial en matière de restauration et de gestion des zones humides entraînant d'importantes améliorations des moyens d'existence et de la sécurité alimentaire. Ces idées portent en elles un grand potentiel. Elles doivent être reproduites dans le monde entier et la Convention devrait contribuer à ce mouvement de bonnes pratiques autour du globe.

II. Communication et information

STRATÉGIE 1.5 Reconnaissance du rôle de la Convention

STRATÉGIE 4.1 CESP

36. Rares sont ceux qui ont conscience de l'importance des zones humides pour leur propre vie ou même des menaces auxquelles elles sont confrontées. En diffusant des messages ciblés, avec l'appui de champions locaux et d'ambassadeurs mondiaux, nous pouvons modifier leur idée des

zones humides, et stimuler leur intérêt et leur engagement. Avec l'aide de « supporteurs », nous mettons sur pied des campagnes, au moyen de médias traditionnels et nouveaux, afin d'accroître la sensibilisation des jeunes et d'autres groupes cibles aux zones humides et d'encourager la participation et les solutions au niveau local. Le message qu'il nous faut expliquer est simple et clair : les zones humides sont la source de toute notre eau et elles sont menacées. Une campagne attirant l'attention et éveillant l'imagination peut faire changer d'attitude et canaliser les énergies en faveur de l'avenir de nos zones humides.

37. Le fait est – et nous l'oublions facilement – que nous passons plus de temps de loisir et que nous dépensons plus d'argent dans les zones humides que dans n'importe quel autre écosystème et que nous consacrons le plus clair de nos loisirs aux zones humides, au-dessus et au-dessous de la surface (c. à d. les côtes, les plages, les récifs coralliens, les étangs, les cours d'eau, les lacs, les rivières, etc.). Nous ne devons plus ignorer la valeur de l'investissement de loisir dans les zones humides et trouver des moyens d'attirer les amateurs enthousiastes ainsi que ceux qui travaillent pour maintenir la santé des zones humides pour leur sport et les inciter à travailler avec Ramsar.
38. J'ai la conviction que la Convention doit maintenant franchir une étape d'importance critique : elle doit s'ouvrir sur le monde et faire passer des messages qui touchent les cœurs et les esprits et les aspirations de tous. Les zones humides sont importantes pour tous les aspects de notre vie et jouent un rôle central pour notre avenir, mais ce n'est pas un fait communément accepté, connu ou bien compris par la plupart des gens. Nous avons déjà des publics clés à toucher qui comprennent les décideurs, des secteurs de l'environnement et de l'eau et d'autres secteurs voisins, les praticiens des zones humides et les administrateurs des zones humides.
39. Nous devons et nous avons l'ambition de toucher les jeunes car ils doivent connaître leurs possibilités et leurs responsabilités et savoir ce qu'ils peuvent faire pour changer l'avenir. Nous avons déjà un outil formidable : la Journée mondiale des zones humides, et cette année elle était consacrée à la jeunesse et aux moyens d'impliquer davantage le public dans les questions relevant des zones humides en demandant aux jeunes de prendre des photographies des zones humides et des engagements au nom des zones humides et en leur remettant des récompenses comme incitation supplémentaire. Des fiches techniques pour la JMZ 2015 ont été publiées en ligne pour aider à faire comprendre aux jeunes gens les fondamentaux des zones humides et le fait que cette information ait été conçue pour des publics particuliers définira notre approche vis-à-vis du monde entier. (L'année prochaine, nous imprimeront du matériel pour les pays qui ont des capacités informatiques plus limitées.)
40. Nous avons préparé, et mis à disposition, dans un document d'information pour la 49^e Réunion du Comité permanent et pour la COP12, un plan d'action visant à l'application de tout ce que l'équipe de communication et la CESP ont l'intention de faire. Il couvre principalement les activités du Secrétariat et l'appui aux Parties pour la mise en œuvre de leurs activités de CESP. Il comprend les thèmes suivants car il importe de présenter le travail de communication plus général souvent financé par des fonds non administratifs. Il est utile de faire savoir aux Parties que ce sera sans doute de plus en plus souvent le cas compte tenu du budget statique que les Parties accordent à une équipe de communication confrontée aux demandes croissantes du public et aux exigences du nouveau Plan stratégique. Il est également à prévoir que la charge de travail de l'équipe de communication augmentera si le projet de résolution sur la CESP est approuvé car la traduction des résultats en notes d'information et documents de politique des experts techniques du GEST est considérée comme une action clé de la communication, à l'avenir.

41. Nous avons également préparé des fiches techniques d'une page qui traitent de questions cruciales en langage simple et clair pouvant toucher nos publics cibles et bien d'autres. Les quatre premiers thèmes sont « Les zones humides – pourquoi m'en soucier? », « Les zones humides – fondamentaux d'une utilisation rationnelle », « Les zones humides – avis de disparition mondiale » et « Les zones humides – que puis-je faire? ». Nous continuerons de publier des fiches techniques pour nous faire une place dans les médias sociaux et traditionnels ce qui permettra de donner accès à une large gamme de thèmes et d'améliorer l'image des zones humides et de la Convention.
42. Dans l'année qui vient, nous chercherons à financer la préparation et le lancement d'une publication, avec l'appui de Star Alliance, sur « l'effet Ramsar » dans une région, qui présentera dix histoires illustrées expliquant pourquoi la Convention de Ramsar est si importante et utile pour les Parties, comment elle a aidé l'homme et la nature et quel a été le rôle des acteurs. Chaque histoire décrira le rôle spécifique de Ramsar dans l'avènement de changements positifs et présentera les meilleures pratiques de gestion de l'utilisation rationnelle ou de restauration de Sites Ramsar; elle montrera comment les problèmes habituels de développement des Sites Ramsar ont été résolus de façon positive. Chaque publication sera disponible sur Internet et en copie imprimée et servira à encourager la reproduction de « l'effet Ramsar » dans le monde entier.
43. Dans notre quête visant à mieux faire connaître Ramsar et les zones humides, la préparation d'un « Recueil Ramsar » pilote est tout aussi importante : un ouvrage contenant des résumés d'une page sur chacun des Sites Ramsar, pour une région du monde ou pour un pays, qui contiendrait de superbes images, des cartes et d'autres informations clés sur les Sites Ramsar pour servir de modèle à d'autres pays ou à d'autres régions. Les informations de base sur le site et les animaux et les plantes que l'on y trouve seraient bien visibles pour attirer les visiteurs et les touristes et l'attention d'autres secteurs. D'autres points importants concerneraient la gestion du site et son intégration au sein des communautés locales avec des récits montrant comment le Site Ramsar améliore la qualité de vie des résidents locaux et fournit d'autres services écosystémiques importants.

III. Aider les pays par le renforcement des capacités

44. Il est clair que les Parties considèrent que les décisions et résolutions de la Convention leur imposent un lourd fardeau et qu'elles ont besoin, en conséquence, de renforcer leurs capacités à différents niveaux et d'un appui accru de la part du Secrétariat. Toutefois, les effectifs du Secrétariat n'ont pas changé depuis de nombreuses années, bien qu'il soit de plus en plus sollicité et, en conséquence, il n'a pas pu répondre à toutes les demandes. Pour cette raison, le Secrétaire général estime que le moment est venu d'accroître les forces du Secrétariat pour qu'il puisse répondre aux demandes toujours plus nombreuses de meilleur soutien technique aux Parties pour l'utilisation et la mise à jour du nouveau SISR et l'examen, les recherches et la résolution des dossiers liés à l'article 3.2, d'aide pour concrétiser les initiatives régionales et obtenir des financements en faveur d'initiatives régionales et nationales, et pour donner des avis concernant toute la gamme des objectifs de développement durable en cours de rédaction.
45. En outre, nous devons savoir de quoi les professionnels des zones humides ont besoin pour mieux travailler et proposer des solutions et un développement des capacités répondant à leurs attentes. Nous devons, par l'intermédiaire des Parties et de nos partenaires, être en contact avec les professionnels et les écouter, ce qui n'a jamais été fait. De simples enquêtes virtuelles

peuvent nous aider à comprendre les problèmes qu'ils rencontrent et nous pouvons élaborer des solutions en collaboration avec tous nos partenaires.

STRATÉGIE 3.4 Échange de l'information et de l'expertise

46. Nous pouvons aider ces professionnels des zones humides à partager leurs trésors de connaissances sur tous les aspects de la gestion des zones humides afin que d'autres aient facilement accès à un réseau d'autres professionnels pouvant répondre à leurs besoins. En forgeant ce réseau, comme c'est proposé dans le projet de résolution sur le GEST, nous en saurons plus sur les conditions réelles et les difficultés rencontrées par les praticiens. Les questionnaires aux fonctionnaires et aux professionnels des zones humides nous permettront d'avoir une connaissance intime des questions prioritaires pouvant être traitées par des cours en ligne, des webinaires, des guides ou des manuels adaptés aux réalités et aux langues de chaque région. Il y a déjà de nombreux cours et beaucoup de matériel mais ils ne sont peut-être pas accessibles, ni visibles ou utilisables sous leur forme actuelle. Construire ce réseau aidera à avoir accès au matériel le plus pertinent et grâce à un grand volume de demandes similaires, la conception et la fourniture de bons produits par les universités, les institutions, l'UNESCO, les ONG, etc. seront facilitées. Un autre grand avantage d'un tel Réseau Ramsar est que nous pouvons être à l'écoute des meilleures pratiques et les diffuser par l'intermédiaire de l'équipe de communication, par les médias et les flux d'information accrus entre les pays et les peuples.

IV. Partenariats avec d'autres organisations pour atteindre les objectifs

STRATÉGIE 4.2 Capacité de financement de la Convention

STRATÉGIE 3.1 Synergies et partenariats avec les AME et les OIG

STRATÉGIE 4.4 Collaborer avec les OIP, entre autres

47. Le Secrétariat a réussi à faire des progrès en matière d'appels de fonds et de mobilisation des ressources financières. Fin 2014 et début 2015, des ressources financières nouvelles ont été obtenues dans les domaines suivants : un engagement de trois ans à hauteur de 400 000 CHF (388 000 EUR) de la Fondation Mava, pour aider à revitaliser et faire croître le Réseau culturel Ramsar à partir d'une proposition modifiée discutée à la 47^e Réunion du Comité permanent; un engagement initial de six mois à hauteur de 850 000 CHF (7 millions NOK) du Gouvernement de la Norvège (NORAD) pour investir dans des projets approuvés par les Parties contractantes et appliqués par des partenaires, dans le but de restaurer des zones humides qui approvisionnent en eau des personnes vivant dans des régions à haute densité démographique; et un engagement de 50 000 CHF (400 000 NOK) du Gouvernement de la Norvège pour aider à dépoussiérer et améliorer le classement des Sites Ramsar dans la Base de données mondiale sur les aires protégées. Ces nouvelles sources de financement viennent compléter et s'ajouter à l'appui volontaire reçu de Danone Evian pour soutenir la communication, de Star Alliance pour répondre aux besoins de frais de voyage et des États-Unis et de la Suisse pour le Fonds Wetlands for the Future et le Fonds suisse pour l'Afrique, respectivement.
48. En tant que Secrétariat, nous avons le devoir de soutenir nos membres et de les aider à réaliser les objectifs de la Convention, mais beaucoup de ces objectifs ne peuvent tout simplement pas être réalisés par un seul pays ou par une seule organisation. Nous devons travailler avec et par l'intermédiaire de nombreux partenaires afin de disposer de la grande diversité des compétences et expériences nécessaires pour aider à multiplier les investissements locaux, à rassembler les forces mondiales et à réduire les risques pour les investissements dans les zones humides. Nous considérons que nos Organisations internationales partenaires, les organismes

des Nations Unies et autres Conventions ainsi que les acteurs du secteur privé qui s'intéressent à l'eau et aux zones humides sont pour nous des partenaires potentiels. Avec eux, ainsi qu'avec les ONG locales et internationales, nous pouvons aider à résoudre des problèmes clés qui touchent nos zones humides à travers les secteurs de l'eau et de l'agriculture. Toutefois, les idées concernant les besoins de partenariat et les modalités reflétées ici sont issues des priorités fixées par les Parties dans leurs rapports nationaux et lors des réunions régionales pré-COP et sont liées à la mission de la Convention.

49. Le besoin de partenariats est mutuel car nous cherchons des partenariats avec des groupes qui affectent les zones humides afin de les inciter à une utilisation plus rationnelle. Parmi les exemples, on peut citer la collaboration avec les industries d'approvisionnement et de traitement de l'eau, avec le secteur de l'eau et de l'assainissement (WASH), la participation à la gouvernance d'aquifères transfrontières ou la recherche d'une amélioration de la productivité de l'eau en agriculture. Notre plan stratégique doit s'intéresser aux moteurs de la perte et de la dégradation des zones humides ainsi qu'au travail avec des partenaires en vue de trouver des solutions et de proposer des modèles de substitution pour un développement plus durable.
50. La Convention a la chance d'avoir un groupe immédiat de partenaires, les OIP avec lesquelles elle travaille déjà, et ce groupe présente de grands avantages pour la réalisation des objectifs de la Convention par un ensemble de collègues qui sont tous guidés par les mêmes objectifs mais, à l'avenir, il faut absolument renforcer leur engagement afin de pouvoir obtenir des produits plus concrets et des résultats plus solides, car leurs résultats n'ont pas été observés de manière assez visible par les Parties dans le PS3.
51. Le Secrétariat a enquêté auprès des Parties contractantes pour soutenir le suivi des progrès d'application de la Résolution XI.20, *Promouvoir l'investissement durable par le secteur public et le secteur privé pour garantir le maintien des avantages issus des zones humides pour l'homme et la nature*. Trente-deux Parties contractantes ont répondu et les conclusions ont également été discutées avec les Parties et partenaires intéressés, dans le cadre des réunions régionales pré-COP d'Asie et d'Europe.

STRATÉGIE 3.2 Initiatives régionales

52. Un autre ensemble de partenaires avec lequel nous devons améliorer notre collaboration afin de créer plus de synergies et d'impacts et que nous devons aider et soutenir est constitué par l'ensemble de 15 Initiatives régionales (quatre Centres régionaux et 11 Réseaux régionaux). Le Secrétariat doit être plus actif dans son appui à ces organismes et à toute Initiative régionale future. Un appui important a été donné aux Centres régionaux mais en raison de la gouvernance et de la structure de ces Centres, il reste difficile de les pousser à atteindre l'autosuffisance et à obtenir l'appui total d'autres Parties de la région. Ces Centres devraient être des centres clés pour la Convention permettant de réaliser le renforcement des capacités dans les régions mais il y a encore beaucoup à faire pour atteindre cet objectif.

STRATÉGIE 1.4 Reconnaissance intersectorielle des services fournis par les zones humides

53. Autre domaine clé pour les partenariats : les Objectifs de développement durable (ODD) émergents. Les priorités et buts de la Convention de Ramsar sont liés et ont un intérêt pour un grand nombre d'ODD émergents. On peut voir la présence de l'eau et des zones humides dans sept des objectifs et 27 cibles et l'importance des zones humides a conduit à notre engagement plein et entier auprès du grand nombre d'organismes et de la large gamme de partenaires actuels ou potentiels réunis sous la bannière de l'ONU-EAU.

STRATÉGIE 1.7 Gestion intégrée des ressources en eau

54. Actuellement, le groupe se propose d'utiliser notre Indice d'étendue des zones humides comme un des indicateurs clés de la version actuelle de l'ODD 6.6 sur l'eau. Il ne s'agit cependant que d'un début car nous nous efforçons d'intégrer beaucoup d'autres indicateurs qui concernent d'autres valeurs des zones humides pour la fourniture de l'ensemble des services écosystémiques, notamment la fourniture et la gestion de l'eau, l'épuration de l'eau, la capture du carbone, les moyens d'existence, la biodiversité, la PRC et la résilience face aux changements climatiques. Dans ce contexte, la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) est un thème que nous souhaitons voir fermement enraciné dans toute version des ODD car la GIRE est la base de la gestion avisée des paysages et tient toujours compte du rôle clé des zones humides.

STRATÉGIE 1.8 La restauration des zones humides

55. La participation de nombreux autres partenaires, y compris les OIP, est nécessaire si l'on veut s'attaquer à grande échelle à la perte massive de zones humides subie depuis 40 ans et travailler de toute urgence à la restauration des zones humides. Déjà, beaucoup de travaux sont en cours pour restaurer des zones humides mais ils ne portent pas nécessairement sur les sites les plus prioritaires et ne sont pas soutenus par une Convention internationale sur les zones humides; en outre, tous les efforts positifs ne sont pas additionnés de façon que l'on puisse évaluer comment les mesures prises soutiennent les objectifs de restauration du Défi de Bonn. Tout cela nous a conduits à réfléchir aux moyens d'apporter la meilleure réponse possible à ces problèmes et nous avons déjà conçu un Partenariat mondial pour la restauration des zones humides qui a été bien reçu et soutenu par certaines Parties et qui sera présenté pour examen à toutes les Parties à la prochaine COP. Actuellement, nous avons besoin d'élaborer un plan, de consulter les Parties pour intégrer toutes leurs recommandations, de bâtir une coalition de partenaires et d'alliés, d'obtenir des engagements et des promesses des gouvernements et enfin, de lancer et d'appliquer ce partenariat qui doit être une initiative mondiale globale.

STRATÉGIE 1.10 Secteur privé

56. Depuis plus de 15 ans nous sommes liés dans un partenariat de collaboration totale et réciproque avec Danone et Evian. Nous avons en commun la volonté d'améliorer notre rayonnement et de changer notre image. Nous avons donc revu entièrement notre manière de travailler ensemble et les produits que nous publions et la réaction à nos nouvelles façons de travailler a reçu un écho très positif. Nous nous efforcerons aussi d'exercer une plus grande influence sur le grand nombre de consommateurs de leurs produits. Un des exemples marquants de cette collaboration est la décision d'Evian de faire figurer un lien vers Ramsar sur sa nouvelle ligne de bouteilles. Par ailleurs, nous avons participé à la mise en place d'un centre pour les zones humides à Evian et nous participerons probablement à la rénovation de l'usine afin que soit reflété le rôle important de Ramsar dans l'histoire d'Evian.
57. Cette année, Danone a vu un changement de direction mais son engagement auprès de Ramsar est toujours aussi fort et nous participons beaucoup plus aux processus d'établissement des politiques. Nous continuons de travailler avec Danone et avec l'UICN à un nouvel outil de gestion de l'eau pour l'entreprise qui sera bientôt rendu public comme exemple de meilleures pratiques pour d'autres entreprises. Il est clair que les relations entre Ramsar et Evian sont un bon exemple qui s'étend aux autres entreprises d'eau appartenant à Danone et nous espérons pouvoir transmettre ce bon exemple à d'autres entreprises. Autre bon exemple, une organisation publique-privée a été établie à Evian pour répartir les taxes locales de toutes les

compagnies qui utilisent l'eau minérale d'Evian afin de soutenir la gestion pour l'utilisation rationnelle de l'Impluvium d'Evian.

58. Autre activité intéressante, notre partenariat avec Livelihoods Venture, qui a atteint son rythme de croisière et que l'on pourrait décrire comme une agence de développement du secteur privé. Dix entreprises ont investi plus de 40 millions EUR dans des projets tels que la restauration à grande échelle des mangroves, le boisement et des fourneaux durables qui améliorent les moyens d'existence des populations au Sénégal, en Inde, au Kenya, au Guatemala, au Burkina Faso et en Indonésie. Les projets sont utiles aux populations locales et à la terre tandis que les entreprises obtiennent des crédits carbone pour ces actions positives en carbone. Ramsar a participé au processus et souhaite participer encore à la prochaine étape lorsqu'un plus grand nombre d'entreprises engagera des sommes encore plus importantes pour améliorer les moyens d'existence de familles d'agriculteurs à l'aide d'approches semblables. Nous considérons que ce type d'innovation est la clé d'une collaboration améliorée avec le secteur privé et permet de capter la bonne volonté des entreprises du secteur privé et de leurs employés tout en couvrant tous les coûts de fonctionnement. Cet exemple est un modèle très positif à reproduire pour la restauration des zones humides car les multiples avantages de cette restauration pourraient être monétisés et les frais répartis entre les bénéficiaires.

59. Dans ce contexte, voici, ci-après, quelques exemples de coopération avec d'autres partenaires.

i. Collaboration avec l'UICN

60. Les relations avec l'UICN restent solides et positives et se sont élargies dans bien des domaines techniques tels que l'eau, la gestion des aires protégées, les biens du patrimoine mondial, les zones marines et côtières. Des possibilités d'expansion sont étudiées avec les départements impliqués dans les appels de fonds, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), les entreprises et la biodiversité. En fait, les avantages mutuels de cette collaboration sont apparus plus évidents du point de vue technique.

61. Deux fois par an, des réunions de haut niveau sont organisées pour examiner les questions qui ont besoin d'une attention et les domaines de coopération potentiels. Ces réunions se sont révélées utiles et ont permis de déterminer des possibilités d'amélioration et des domaines de progrès.

62. L'appui reçu de l'UICN pour les questions relatives aux ressources humaines et l'aide apportée pour la rénovation des bureaux ont été dûment appréciés tout comme les travaux relatifs à la mise en place du logo Ramsar sur le bâtiment pour compléter le drapeau et d'autres signalisations reconnaissant que la Convention de Ramsar partage le siège avec l'UICN, mais il faudra encore beaucoup de travail pour que Ramsar acquiert une plus grande visibilité. L'appui des services de technologie de l'information a été moins satisfaisant, en l'absence d'un leader en la matière à l'UICN, mais il semblerait que cette situation puisse s'améliorer grâce à un nouveau leadership dynamique.

63. Toutes ces questions ont encore besoin d'attention et ont été mentionnées à toutes les réunions, en 2014. En premier lieu, il faut un système pour garantir que l'UICN consulte le Secrétariat, aux toutes premières étapes, et avant de mettre en place des politiques et procédures qui affectent Ramsar. Cela vient d'être reconnu après que de nouveaux projets de proposition aient été distribués concernant les politiques pour les voyages et le règlement des différends qui n'avaient pas été discutées avec le Secrétaire général. Ce système devrait être mis en place sous l'égide de la nouvelle Directrice générale.

64. Les services financiers ont été particulièrement insatisfaisants en 2014 et les charges ont augmenté à partir de 2013 malgré l'insatisfaction manifestée. Apparemment, l'UICN a introduit un nouveau système financier à l'échelle mondiale et a retardé son introduction à Ramsar jusqu'en 2014. Dès le début de l'année, jusqu'à mi-septembre, aucun compte mensuel n'a été fourni bien que cela soit une obligation dans le cadre de « l'Accord de services » de 2009 entre l'UICN et Ramsar. La situation a été portée à l'attention de l'UICN lors des réunions de haut niveau de mars et d'octobre et lors d'autres discussions, mais trop peu de temps et de ressources ont été engagés pour résoudre rapidement la question. Cette question a été compliquée par le départ de la Responsable des finances en septembre, après avoir réduit son poste de 50% en juillet, mais la situation a rendu l'exercice budgétaire extrêmement compliqué et lourd. Le Responsable des finances et le Secrétaire général ont tenu des réunions pour discuter des charges de services de l'UICN, la plus récente le 3 décembre et les montants facturés sont encore en négociation.
65. En l'absence de toute information de la part de l'UICN sur l'état des budgets, il a été nécessaire d'exercer une prudence budgétaire. Lorsque l'information sur les budgets a finalement été mise à disposition, il s'est révélé impossible d'utiliser les fonds potentiellement disponibles dans un bon rapport coût-efficacité pour les deux mois qui ont suivi, de sorte que l'utilisation des fonds non dépensés fera l'objet d'une décision du Sous-groupe sur les finances.
66. Avec un nouveau Responsable des finances en place, une des priorités reconnue par le Comité permanent à sa 48e Réunion à la demande du Secrétariat sera de renégocier l' « Accord de services » de 2009 entre l'UICN et Ramsar, en coopération avec le Groupe de travail sur la gestion et conformément à la Résolution IX.24 visant à améliorer la gestion de la Convention de Ramsar. Il y a beaucoup de bonne volonté pour améliorer la situation et un résultat positif est attendu ainsi que des résultats satisfaisants pour la négociation des frais de services en 2014, mais le processus sera complexe.

ii. Collaboration avec la CEE-ONU

67. Le Secrétaire général et d'autres membres du personnel ont continué d'assister à toutes les réunions pertinentes de la CEE-ONU sur les eaux transfrontières, tandis qu'une convention régionale est en train de se muer en convention mondiale. L'élargissement de ce rôle est apprécié par de nombreux pays et la collaboration avec la CEE-ONU se renforce avec une planification conjointe d'activités et de discussions afin que les questions transfrontières soient traitées de manière cohérente et satisfaisante et tiennent compte, comme il se doit, de tous les aspects des zones humides. Il reste encore beaucoup à faire pour garantir que le potentiel plein et entier de cette relation se réalise mais le personnel homologue de la CEE-ONU et des pays européens présents soutiennent tous cette collaboration et notre réseau de contacts dans le monde entier aidera la CEE-ONU à mesure qu'elle élargit sa présence à l'échelle mondiale. La création d'une « Plaque tournante » de l'eau à Genève par le Gouvernement suisse permettra de cimenter des relations plus étroites entre tous les organismes qui travaillent dans le domaine de l'eau et des zones humides.
68. Résultat d'une des séries de réunions ONU-Eau à Genève, la collaboration plus étroite avec le personnel de la CEE-ONU et la nécessité de collaborer encore plus étroitement avec toutes les autres conventions internationales sur l'eau ont été prises en compte; cette collaboration avec la CEE-ONU s'est poursuivie toute l'année de manière bilatérale et dans le cadre de ONU-eau où la discussion du texte des objectifs de développement durable a été menée en collaboration avec tous les organismes des Nations Unies présents et a abouti à un texte utile qui positionne

implicitement ou explicitement les zones humides et l'eau dans les sept objectifs et les 27 cibles, dans le projet actuel du Groupe de travail ouvert.

iii. Collaboration avec l'UNESCO

69. Les relations avec l'UNESCO se sont graduellement renforcées concernant les questions relatives à l'eau et le Secrétaire général a assisté au Conseil, a contribué à la préparation du Programme hydrologique international en juin et a été présent à d'autres réunions en vue d'élargir la collaboration concernant les eaux souterraines en Méditerranée à différentes régions du monde, avec des fonds du FEM.
70. Suite à l'inauguration, en 2013, de la Chaire Ramsar sur l'utilisation rationnelle des zones humides, une visite a été organisée à l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation à l'eau de Delft et l'appui que Max Finlayson apportera, durant les trois premières années de la Chaire, a fait l'objet d'une définition conjointe, les frais étant couverts par l'Université Charles Sturt et le Centre de l'UNESCO. La Chaire Ramsar nous appuiera pour la préparation de matériel de formation technique en vue de l'enseignement à distance des administrateurs de zones humides et pour le travail concernant les politiques en collaboration étroite avec le GEST et le Secrétariat et en réponse à des besoins réels.
71. Notre coopération avec l'UNESCO concernant les biens du patrimoine mondial, les géoparcs et les réserves de biosphère du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB) s'est renforcée, à Paris, en République de Corée et en Australie ainsi qu'ici, à Gland, tandis que nous cherchons ensemble à mettre sur pied une équivalence importante dans notre manière de traiter les menaces et les défis pour les sites et examiner les possibilités d'améliorer notre efficacité en travaillant en synergie à tout moment, lors de nos missions complémentaires. C'est ce qui est apparu dans les cas récents des Virunga et de Coto Doñana, ainsi que dans les discussions concernant le récif de la Grande Barrière. En réalité, nous avons aussi intégré un projet conjoint Ramsar/UICN/UNESCO sur la gestion des sites qui bénéficient d'une double ou d'une triple distinction, sous l'égide de Ramsar, du patrimoine mondial ou du MAB. Il s'agit d'un nouveau projet financé par la République de Corée pour améliorer la gestion de sites d'importance internationale et c'est une mesure positive.
72. En outre, le travail excellent réalisé par l'UICN sur les Perspectives pour le patrimoine mondial avec son évaluation indépendante de 222 Biens du patrimoine mondial (y compris 49 Sites Ramsar) a été utile pour démontrer les problèmes auxquels sont confrontés tous nos sites et les risques qui pèsent sur le maintien de leurs caractéristiques écologiques ainsi que la nécessité de tenir compte d'un plus grand nombre de sources d'information que les rapports nationaux pour garantir que le maintien, à jamais, des sites importants.

iv. Collaboration avec le PNUE

73. Le Secrétaire général s'est rendu au PNUE à Nairobi où il a assisté à la première session de l'Assemblée des Nations Unies sur l'environnement et exercé un suivi sur le Protocole d'accord conjoint entre les deux organisations. En tant que Convention, nous devrions examiner soigneusement le potentiel d'utiliser la deuxième session de l'Assemblée comme lieu approprié pour présenter de nouveaux problèmes et attirer l'attention du public sur un thème d'importance mondiale couvert par nos stratégies et nos buts, à savoir lutter contre la perte et la dégradation des zones humides. Le PNUE se félicite de contributions de la Convention à cette idée.

74. Le PNUD-GRID a développé avec succès notre nouveau Système d'information sur les Sites Ramsar (SISR) en collaboration étroite et nous continuerons de travailler avec cet organisme afin d'améliorer le SISR. Des relations plus étroites avec d'autres centres du PNUE à Cambridge (WCMC) et à Nairobi nous permettront de mieux explorer la nécessité de disposer d'une analyse de données à grande échelle et par satellite de l'état des zones humides et de nos Sites Ramsar. Cette collaboration en train d'être approfondie conduira probablement à un projet à grande échelle avec la NASA, JAXA et l'ESA, entre autres, pour lequel nous chercherons conjointement un financement extérieur.
75. Nous avons l'intention d'approfondir notre collaboration avec le PNUE dans tous les domaines d'intérêt mutuel et en appui à leur travail normatif sur les zones humides et à leur soutien aux pays afin d'internaliser les questions relevant des zones humides dans la planification nationale de la biodiversité (SPANB). Nous travaillons aussi avec l'équipe TEEB à Genève sur l'évaluation économique après avoir reçu des données de leurs cinq évaluations au niveau national comprenant les impacts sur les zones humides et l'élaboration de la nouvelle étude sur le TEEB et l'agriculture.

v. Collaboration avec le PNUD

76. Le Secrétaire général a contribué à renforcer les relations avec le PNUD et à obtenir une aide pour les collègues Ramsar et la promesse de travailler ensemble à la stratégie de planification pour le FEM 6 et à intégrer des collègues dans des réunions telles que les ateliers du FEM à composition étendue en 2015. Nous avons accès aux informations sur leur portefeuille total de projets concernant les zones humides et nous sommes mieux placés pour informer les pays des fonds qui sont déployés pour l'utilisation rationnelle des zones humides et les aider concernant les règlements et les personnes pouvant aider à améliorer cette utilisation. Nous utiliserons l'information sur le financement comme base pour aider à informer les personnes proches des zones humides dans un plus grand nombre de pays afin qu'elles participent à la préparation de projets positifs à présenter à différents organismes. Nous avons déjà lancé un processus d'organisation de réunions dans toutes les régions pertinentes afin que chacun des membres de l'équipe régionale Ramsar et du PNUD connaisse son homologue et qu'ensemble, ils puissent travailler aux questions relatives aux politiques et aux pratiques.

vi. Collaboration avec les AME et autres organismes

77. Il est utile de voir que les Parties soutiennent fermement notre rapprochement avec d'autres accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et ont déjà adopté les Résolutions X.11 et XI.6 pour renforcer les synergies avec d'autres conventions. Le Secrétariat collabore étroitement avec le Groupe de liaison sur la biodiversité et s'efforce de faire en sorte que le GEST de Ramsar participe étroitement aux travaux des organes scientifiques des conventions relatives à la biodiversité (dans le cadre des réunions du CSAB) et en particulier à l'IPBES, à mesure que celle-ci met en place son système; le Secrétaire général a soutenu tous ces besoins lors de différentes réunions.
78. La participation aux COP de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) en 2014 est un signe de notre proximité et répond également à la nécessité de renforcer les synergies avec les AME. Nous avons pu profiter de leur expérience pour rédiger notre Plan stratégique 2016-2021 et réaliser un plan intéressant traitant globalement de nombreux Objectifs d'Aichi qui nous permet de travailler de concert à la réalisation des futurs objectifs de développement durable.

79. Le Secrétariat a également participé à des programmes de collaboration avec les conventions relatives à la biodiversité telles que l'Initiative des AME pour la gestion de l'information et des connaissances, et a pris part au projet « Améliorer l'efficacité et la coopération entre les conventions relatives à la biodiversité et explorer les possibilités de futures synergies » avec le PNUE.
80. L'importance de l'autre convention clé relative à l'utilisation des terres – la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification – est pleinement acceptée et nous avons forgé une alliance pour travailler ensemble au Défi de Bonn afin d'aider à restaurer 150 millions d'hectares, par une collaboration pour la restauration des zones humides et des terres arides.
81. Le Secrétaire général et le Secrétariat s'efforcent de resserrer la collaboration avec les acteurs clés en matière de financement des changements dans l'affectation des terres et dans le développement durable et ont tenu des réunions informelles et officielles pour planifier des mesures concrètes bénéficiant aux zones humides avec la Banque mondiale, Conservation International, The Nature Conservancy, l'OMS, l'OMM, le FEM, la SFI, le WRI, l'OMT, RARE, Wildlife Conservation Society, entre autres. En outre, nous avons tenu une réunion clé à Londres pour rassembler nos OIP et différentes autres organisations telles que le Partenariat global pour l'eau, Wetlands International, WBCSD, l'UICN, le PNUE, l'UNESCO, la CEE-ONU afin de former de nouveaux partenariats pour la communication et des actions conjointes en faveur des zones humides.